



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE PRESTATIONS DE TRANSPORT ROUTIER DE BOIS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5
du Code de la commande publique.

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8400-020

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la prestation de transport routier de bois rond, sous forme de bois toutes longueurs, feuillus, de l'agence de Besançon et à destination des 2 sites de la Buche Jurassienne de Ranchot et Lavans les Dole. Ponctuellement, des bois pourront être livrés au départ du Jura.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Agence de Besançon
14 rue Gabriel Plançon - CS 51581-
25 010 BESANCON cedex

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur TAUTOU Laurent, Directeur de l'agence de Besançon de l'Office National des Forêts Bourgogne-Franche-Comté.

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, agence de Besançon, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 033 01 dont le siège est 14 rue Plançon à 25000 BESANCON.

1.2. Personne en charge des renseignements techniques ainsi que de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge des renseignements techniques ainsi que de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le responsable du service Bois de l'agence de Besançon :

M. Benjamin Mous
14 rue Plançon
25000 BESANCON
Téléphone : 06 74 61 34 80
Email : benjamin.mous@onf.fr

1.3. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Direction Territoriale de Bourgogne – Franche Comté :

Laurent DECUP
14, Rue Plançon – CS 51581
25010 BESANCON Cedex
Portable : 06.68.03.16.37
Email : laurent.decup@onf.fr

2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la prestation de transport routier de bois rond, sous forme de bois toutes longueurs, feuillus, de l'agence de Besançon et à destination des 2 sites de la Buche Jurassienne de Ranchot et Lavans les Dole. Ponctuellement, des bois pourront être livrés au départ du Jura.

L'exécution de cet accord-cadre est régie par les Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois dans sa version 9200-17-DCC- BOI 004 –vers.C_juillet 2022, document joint au dossier de consultation -. Ces clauses sont consultables également en ligne sur le site www.onf.fr.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application du code de la commande publique.

3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée d'un lot unique, donnant lieu à un marché, décrit ci-dessous :

Prestation Principale	Produits transportés	Quantité estimative <u>annuelle</u> de commande	Quantité estimative <u>annuelle</u> maximale de commande	Lieux d'exécution principaux *	Nombre d'attributaires
Transport	Bois toute longueur feuillu	5 000 Tonnes brutes	15 000 Tonnes brutes	Ensemble des forêts du département du Doubs	2

L'objectif recherché sera de livrer l'ensemble du volume à une distance < 100 km de l'usine, sans exclure la possibilité d'aller au-delà suivant les opportunités / nécessités.

Il n'y a pas d'engagement du pouvoir adjudicateur sur la réalisation de quantités de commandes tant minimales que maximales. Les quantités au sein du marché sont données à titre purement indicatif afin que chaque candidat puisse vérifier ses capacités techniques et humaines à exécuter les prestations demandées.

Pour ce lot, la quantité annuelle maximale est 2 fois supérieure à la quantité estimative annuelle de commande.

3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

L'accord-cadre est attribué à 2 soumissionnaires au maximum.

3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes

Les commandes seront attribuées aux titulaires dans des proportions indicatives explicitement définies (tableau ci-après avec le % indicatif de répartition).

Pour l'ensemble des lots, la répartition des commandes se fera en pourcentage du montant des commandes.

Les bons de commande seront adressés aux titulaires comme suit :

N° lot	1 unique
Nombre d'attributaires maximums auxquels le lot est attribué	2
% indicatif du montant des commandes du marché attribué au titulaire classé en 1 ^{ère} position	50 %
% indicatif du montant des commandes du marché attribué au titulaire classé en 2 ^{ème} position	50 %

S'il n'y a qu'un attributaire, la répartition se fera de la façon suivante : 50 % de la part du montant total des commandes du lot attribuée à l'unique candidat et 50 % de la part du montant total des commandes du lot attribuée par une nouvelle consultation (procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence).

3.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations sous réserve de l'acceptation expresse du ou des sous-traitants et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Lors de la présentation de chaque sous-traitant, doivent être joints à l'appui du document de déclaration du sous-traitant (formulaire DC4 : annexe à l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial) :

- les déclarations et certificats prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique,
- le cas échéant, l'exemplaire unique du marché remis au titulaire en vue d'un éventuel nantissement ou d'une cession de créance, ou une attestation du bénéficiaire de la cession selon laquelle cette cession ne fait pas obstacle à l'agrément du sous-traitant.

3.6. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.7. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement incluant le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Les Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois dans sa version 9200-17-DCC- BOI 004 –vers.C_juillet 2022.
- La fiche de renseignements – mémoire technique ;
- Les ordres de transport émis dans le cadre du présent marché ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

5.1. Passation des commandes

Les commandes de prestations de transport sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes. Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Les bons de commande appelés « ordres de transport » seront adressés au(x) titulaire(x) selon une répartition en pourcentage du montant des commandes.

Conformément aux Clauses générales d'achat de prestations de transport routier de bois, chaque ordre de transport indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8400-020 ;
- la date d'émission du bon de commande ou ordre de transport ;
- la nature des produits à transporter ;
- l'identification des bois à transporter (coordonnées GPS et/ou plan, les numéros des grumes pour les bois longs, le numéro de lot disponible).
- leur quantité prévisionnelle ;
- les lieux de chargement et de déchargement ;
- les dates et tranches horaires d'accès au(x) site(s) le cas échéant
- le(s) délai(s) d'exécution ou le cadencement

Les ordres de transport sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 1 jour ouvrable à compter de la date d'envoi de l'ordre de transport au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande. En cas d'indisponibilité du titulaire, l'ONF tracera par écrit l'indisponibilité de l'ETF et fera réaliser les prestations par une autre entreprise.

Les ordres de transport signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les ordres de transport émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des ordres de transport sera de 2 mois.

Tout transport fera l'objet d'un ordre de transport (pouvant comprendre plusieurs transports, cf. article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de transport routier de bois) et précisant s'il s'agit de transports suivant un cadencement ou du transport de la totalité d'un lot de bois dans le délai d'exécution.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

5.1.1 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

5.1.2 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

5.1.3 Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

6.1 Forme et contenu des prix

6.1.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire à l'Acte d'Engagement.

6.1.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.2 Variation dans les prix

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 6-2 des Clauses générales d'achat de prestations de transport routier de bois et à leur annexe 1.

6.3 Indexation liée à la variation du prix du carburant

Application de l'article 6-3 des Clauses générales d'achat de prestations de transport routier de bois. Il est précisé que le calcul est à l'initiative du titulaire du marché et le calcul détaillé devra être joint à la facture.

6.4 Modalités essentielles de paiement

6.4.1 Avance

Sans objet.

6.4.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8400-020
- les références du ou des bon(s) de commande afférent(s);
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

La facturation s'effectue sur la base d'un récapitulatif des bois transportés par le titulaire. Ce dernier procède chaque fin de mois, au récapitulatif par bon de commande ou ordre de transport. Ce récapitulatif est transmis sous deux jours ouvrables en version électronique ou sous cinq jours ouvrables par courrier au service de l'ONF responsable du suivi du marché.

Sur la base des lettres de voiture reçus conformément à l'article 3.1.2 des clauses générales d'achat de prestations de transport routier de bois, l'ONF dispose, à réception du récapitulatif, de deux jours

ouvrables pour le vérifier et le contester lorsqu'il y a eu transmission sous forme électronique, et de cinq jours ouvrables pour une transmission par courrier.
En fonction de l'origine des bois transportés, l'ONF pourra demander l'établissement de plusieurs factures.

6.4.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

Numéro de marché : 2025-8400-020

Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX.

Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 033 01

Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire de l'accord-cadre joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

6.4.6 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 40 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.7 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

7 PENALITES

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux Clauses Générales d'Achats des prestations de transport routier de bois dans sa version 9200-17-DCC- BOI 004 –vers.C_juillet 2022.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

7.1 Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

7.2 Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

7.3 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

9 ASSURANCE

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels

causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur, via la plateforme ACTRADIS, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

10.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

11 DEROGATIONS AUX CLAUSES GENERALES D'ACHAT DE PRESTATIONS DE TRANSPORT ROUTIER DE BOIS :

Le titulaire ne pourra prétendre à l'article 5.6 « Indemnisation pour dépassement du temps de mise à disposition du véhicule » des clauses Générales d'achat de prestations de transport routier de bois